



Comité Européen de Coordination

Rapport d'Activités 2017



Comité Européen de Coordination

Table des matières

Avant- Propos

- I.** Introduction
- II.** Présentation du CEC et de ses Objectifs
- III.** Les partenaires du CEC
- IV.** Méthodologie de l'action des membres du CEC
- V.** Activités du CEC
- VI.** Les initiatives du CEC en 2017
 - A. Projets
 - B. Séminaires
 - C. Think Tank CEC-CET
 - D. Collaboration CEC/CSR Europe
 - E. Alliance Européenne pour L'Apprentissage
 - F. Intergroupe Économie Sociale du Parlement Européen
 - G. Plate-forme Transnationale FSE
- VII.** Perspectives du CEC en 2018
- VIII.** Expansion du CEC en 2018

Comment ne pas commencer ce rapport d'activités sans rappeler la disparition de notre président Jean Degimbe.

Jean a été impliqué depuis le début des années 50 à la construction d'une Europe sociale et économique qui venait à peine de sortir de la seconde guerre mondiale. Il a commencé son parcours européen à la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ensuite il a été Conseiller principal de Raymond Barre et de François Xavier Ortoli à la Commission des Communautés Européennes et enfin Directeur général à la DG Emploi, Affaires Sociales et Relations Industrielles à la Commission européenne.

Ces 40 années de vie professionnelle ont forgé un homme de conviction, un visionnaire toujours à l'écoute de l'autre et fut un des artisans de l'Europe sociale et du dialogue social européen.

A sa retraite en 1992, il décide de prendre la présidence du CEC afin de faire partager son expérience, son enthousiasme et son carnet d'adresses.

En découvrant le travail des organisations et acteurs de terrain actif dans le domaine de la formation et de l'insertion socioprofessionnelle des publics faiblement qualifiés, il a immédiatement regretté d'avoir négliger ce secteur par méconnaissance et manque de temps lors de ses fonctions à la Commission européenne. C'est ainsi qu'il a passé une vingtaine d'années à sillonné l'Europe pour faire connaître et reconnaître l'importance et la richesse de ce secteur associatif en charge d'inclusion sociale.

Il importe maintenant à l'équipe du CEC de continuer ce travail dans une Europe et une société en forte mutation.

Lors de notre dernière Assemblée générale Jean-Paul Tricart nous a fait l'honneur d'accepter la présidence du CEC et a été élu par les membres.

Jean-Paul Tricart a été en fonction à la DG Emploi et Affaires sociales de la Commission européenne de 1988 à 2017 et a été successivement Chef de l'Unité Elargissement et Affaires internationales, Chef de l'Unité Dialogue sociale et relations industrielles et Conseiller sur les questions internationales.

Afin que Jean-Paul puisse se familiariser et découvrir les activités des membres du CEC nous tâcherons en 2018 et 2019 de faire le tour des membres du réseau.

Éric Degimbe, Directeur du CEC

I. Introduction

Le présent rapport du Comité Européen de Coordination (CEC) est consacré à l'année 2017. Le CEC est composé de 26 partenaires émanant de 16 pays de l'UE : ACFI-FIAS (Belgique – Wallonie, Bruxelles), AID (Belgique, Wallonie, Bruxelles), Argenturu Rri (Slovaquie), Association Convergences Emploi Cergy (France), Barka Foundation (Pologne), CDJP (Serbie), Civitas (Roumanie), CJD-BBW (Allemagne), DGASPC (Roumanie), Diopter (Croatie), Dobrovita (Slovénie), ENSINUS (Portugal), EQUA (Espagne), FISSAAJ (Belgique), Fondazione Luigi Clerici (Italie), Integrity Consulting (Bulgarie), KEM-RVA (Hongrie), Medialys (France), Mesogeiaiko (Grèce), Pro Vocatie (Roumanie), Santa Casa da Misericordia de Lisboa – SCML (Portugal), Scuola Centrale Formazione (Italie), Sud-Concept (Corse, France), T.T. Technical Training Centre Larnaca Ltd (Chypre), Fundacio Privada Trinijove (Catalogne, Espagne), Uni-Est (France).

Les membres du CEC représentent environ 1000 structures telles que des entreprises d'insertion, des coopératives sociales, des centres de formation, des écoles professionnelles, des centres résidentiels, des entreprises de formation par le travail qui proposent des parcours de resocialisation, de formation et d'intégration sociale et professionnelle pour environ 100.000 jeunes et adultes qui sont, pour la plupart, éloignés du marché du travail.

II. Présentation du CEC et de ses Objectifs

L'objectif du CEC est de contribuer à la définition et à la mise en œuvre de politiques de solidarité à l'égard des populations éloignées ou exclues du marché du travail et en particulier au renforcement de l'action européenne en faveur de l'intégration socio-professionnelle de ces populations.

A cet effet, le CEC conduit son action selon deux orientations complémentaires : d'une part, il développe des partenariats entre ses membres en vue de favoriser l'innovation, l'identification et la diffusion de bonnes pratiques fondées sur l'expérience. Et d'autre part, il participe au débat public relatif à l'amélioration des politiques publiques en ce domaine et notamment des politiques de l'Union européenne et coopère à cet effet avec l'ensemble des acteurs engagés dans la lutte contre l'exclusion sociale.

A. L'acquis du CEC : partenariats, méthodologies et bonnes pratiques en matière d'intégration socio-professionnelle

Dans leur action en direction des personnes éloignées et exclues du marché du travail, les membres du CEC ont en commun de développer des parcours d'intégration socio-professionnelle qui incluent selon les besoins l'aide à la socialisation, la formation, l'insertion et l'accompagnement vers et dans l'emploi. Dans cette perspective, ils dispensent notamment des formations le plus souvent non formelles permettant d'obtenir une série de compétences techniques et comportementales, et/ou ils favorisent l'accès à une expérience de travail combinant les besoins des personnes et les réalités des entreprises et du marché du travail. Les parcours d'intégration privilégient l'accompagnement personnalisé, ancré dans des contextes locaux et mobilisant divers partenaires dans une approche intégrée utilisant les méthodes suivantes :

1. Accompagnement personnalisé :

- . Une orientation et un soutien continu des personnes tout au long de leur parcours de formation et, autant que nécessaire, dans les premiers mois de leur parcours professionnel ;
- . Un accompagnement individuel ou en petit groupe partant des besoins de l'apprenant, par une formation formelle ou informelle plus pratique que théorique centrée sur les besoins du marché du travail.

2. Ancrage dans les contextes locaux et régionaux :

- . L'approche "bottom-up" permet de tenir compte des spécificités locales et/ou régionales, (et à cet effet de mobiliser les acteurs de proximité) ;
- . La région, le quartier ou micro-quartier sont souvent l'échelle la plus pertinente pour atteindre les personnes en décrochage scolaire ou peu qualifiées en mettant en place des parcours de formation formelle ou informelle ciblés le plus possible sur les besoins des apprenants ;
- . La coopération avec les réseaux et fédérations d'acteurs au niveau national et européen permet d'accroître la visibilité de l'action locale et d'avoir un effet multiplicateur.

3. Mobilisation des partenaires dans une approche intégrée :

- . Le travail en partenariat (acteurs de l'enseignement, de la formation, du monde de l'entreprise, de l'économie sociale, secteur associatif et pouvoirs publics) permet de proposer une prise en charge intégrée des diverses composantes de l'intégration professionnelle et sociale ; ce partenariat inclut des entreprises qui s'engagent dans la formation de ces personnes, encouragent l'apprentissage et proposent des stages (le cas échéant au titre d'initiatives de responsabilité sociale des entreprises) ;

- . Le souci d'évaluer en permanence les actions menées avec ces partenaires encourage la recherche d'innovation et de synergies entre les acteurs.

B. La contribution du CEC à la lutte contre l'exclusion sociale : participation au débat public relatif aux politiques menées et coopération avec les acteurs et réseaux d'acteurs.

Le CEC, et plus particulièrement certains de ses membres, ont développé des coopérations régulières avec les acteurs et réseaux d'acteurs publics et associatifs des domaines de l'insertion, de l'éducation, de la formation et de la cohésion sociale. Ils ont aussi engagé des collaborations spécifiques avec les acteurs de l'économie sociale et de la responsabilité sociale des entreprises. Certains membres du CEC sont par ailleurs très directement impliqués dans des structures ayant la capacité de mobiliser des acteurs économiques/sociaux aux niveaux sectoriel et/ou national.

Le CEC et ses membres sont attentifs aux initiatives et aux politiques des institutions européennes dans le domaine social, non seulement parce que le financement européen est crucial pour la mise en œuvre d'actions et d'innovations transnationales mais aussi parce que le développement de l'intégration économique européenne a un impact croissant sur les situations nationales et sur les orientations des politiques nationales, y compris dans les domaines de l'emploi et des politiques sociales.

III. Les partenaires du CEC

Les partenaires du CEC développent et dispensent des formations de qualité en adéquation avec les besoins du marché du travail mais aussi des apprenants. Ceci demande à nos partenaires une forte flexibilité, une adaptation permanente à l'évolution du marché de l'emploi et la mise en place de partenariats locaux entre les différents acteurs en charge de la formation et de l'emploi. C'est un des moyens essentiels pour fournir un métier aux personnes engagées dans un parcours d'insertion et surtout pour les inscrire dans des emplois durables et de qualité.

ACFI-FIAS (*Wallonie-Bruxelles, Belgique*)

ACFI-FIAS (Action Coordonnée de Formation et d'insertion - Fédération des Initiatives et Actions Sociales)

L'ACFI-FIAS est une fédération d'une quarantaine d'initiatives d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale en Wallonie et à Bruxelles. Les associations membres de l'ACFI-FIAS se donnent pour principale mission d'accompagner des personnes en difficulté face au marché du travail. Cet accompagnement se réalise au travers de diverses actions : formations, insertion sociale et professionnelle, suivi dans l'emploi, travail en entreprise d'économie sociale, accompagnement à la création d'entreprises.

Les centres de l'ACFI-FIAS offrent ainsi l'opportunité d'apprendre et de pratiquer un métier tout en permettant à leurs stagiaires de construire leur projet de vie (professionnel, familial, social...) de manière autonome et responsable. L'objectif de l'ACFI-FIAS est d'accroître les chances d'intégration sociale et professionnelle d'adultes peu scolarisés exclus du marché du travail. Au travers de ses pratiques, l'ACFI-FIAS inscrit cet objectif dans une perspective d'émancipation et d'éducation permanente.

Les missions de l'ACFI-FIAS :

- L'ACFI-FIAS regroupe une quarantaine d'initiatives d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale à Bruxelles et en Wallonie. C'est un réseau actif et militant.
- L'ACFI-FIAS assure une représentation active de ses membres auprès de nombreuses instances publiques et privées.
- Pour soutenir ses membres, l'ACFI-FIAS mène des actions d'étude, d'impulsion, de mise en œuvre et de développement d'initiatives centrées sur l'intérêt des personnes considérées comme actrices de changements sociaux.
- L'ACFI-FIAS coordonne des actions communes, spécifiques et complémentaires aux actions de formation : promotion de l'égalité des chances, accompagnement vers et dans l'emploi, développement de partenariats constructifs avec le monde de l'entreprise, développement d'échanges transnationaux.

Pour en savoir plus : www.acfi.be

Actions Intégrés de Développement AID *(Wallonie-Bruxelles, Belgique)*

Les premières initiatives "Actions Intégrées de Développement" (A.I.D.) sont nées en 1985 d'une démarche associative de solidarité à l'égard des personnes les plus en difficulté de notre société.

Les AID sont un des services du Mouvement Ouvrier Chrétien et sont organisées en un réseau regroupant trente-quatre associations membres en Wallonie et à Bruxelles, qui offre aujourd'hui à près de 1.500 personnes chaque année des possibilités d'avancer dans leur parcours D'insertion, par l'intermédiaire de la formation professionnelle. Au fil du temps, toutes sortes de liens se sont tissés, en amont et en aval, tant avec les services publics qu'avec les partenaires sociaux.

Le réseau AID accompagne la démarche d'insertion socioprofessionnelle de personnes de plus de 18 ans, peu ou pas qualifiées et qui sont en difficulté pour trouver un emploi.

L'offre des AID se déroule dans des groupes permettant des suivis individuels.

Les formations données permettent, soit d'accéder directement à un emploi, soit de se raccrocher à d'autres formations qui mèneront à l'obtention de diplôme ou de certificat reconnu sur le marché du travail. À cet égard, les AID peuvent se concevoir comme une étape dans un parcours.

Le réseau des AID prend en compte les discriminations culturelles, religieuses, philosophiques, touchant à l'âge et propose une action spécifique sur la discrimination vis-à-vis des femmes. C'est pourquoi le réseau AID opte pour une politique volontariste via un projet "Égalité des chances en faveur des femmes".

Les AID s'appuient sur des méthodes axées sur la démarche collective plutôt qu'individuelle, le vécu, la situation de vie, les souhaits des gens, la volonté d'avancer au rythme des personnes afin d'éviter de nouvelles exclusions, la complémentarité entre l'apprentissage technique et l'apprentissage social, la création d'un conseil coopératif dans chaque centre en vue de permettre aux personnes de s'exprimer sur l'organisation de leur formation.

Pour en savoir plus : www.aid-come.be

ARGENTURA RRI (*Povazska, Slovaquie*)

Est un organisme privé créé en mai 2005. Son objectif est de proposer aux clients :

- Des études de marché et de faisabilité,
- Des conseils pour les entreprises,
- Gestion, traduction et interprétariat pour les projets européens,
- Formation en communication, vente, marketing, gestion du personnel,
- Projets de coopération décentralisée et développement durable,
- Evaluation des projets.
-

Argentura a déjà pris part à différents projets européens, pour en savoir plus : www.2ri.sk

ASSOCIATION CONVERGENCES EMPLOI CERGY (*France- Val D'Oise*)

L'association Convergences Emploi Cergy créé en 1996 par les communes de l'agglomération de Cergy-Pontoise a pour objet social d'œuvrer pour une remise en jeu économique et sociale des personnes les plus en difficultés notamment celles sans emploi salarié depuis plus d'un an. Pour répondre à cette mission, l'association porte un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) créés à l'initiative des collectivités territoriales et dont la gouvernance est assurée par leurs élus, le PLIE est un outil d'animation, de coordination, d'innovation en matière en matière d'insertion, d'emploi et de formation sur un territoire défini, pour un public éloigné de l'emploi. L'action du PLIE contribue à la mise en œuvre du Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen pour la période 2014/2020, dans ces objectifs de promotion de l'inclusion et de lutte contre la pauvreté. Nous touchons en moyenne 800 participants par an, et les accompagnons à l'emploi durable de qualité au travers d'un parcours d'insertion combinant, selon les besoins, réentrainement à l'emploi. Le conseil d'administration de notre association est composé des collectivités territoriales (communes, département, région), du service public de l'emploi, et d'acteurs du champ de l'emploi, de l'insertion et de la formation.

BARKA FOUNDATION (*Pologne*)

L'objectif de l'ONG Barka Foundation est de créer les conditions permettant de mettre en place, pour des personnes marginalisées, un parcours de formation professionnelle adéquat. La Fondation Barka a été créée en réponse à des problèmes sociaux.

Le but de la fondation est de donner aux groupes les plus faibles la possibilité de reconstruire leur vie, en leur donnant une qualification professionnelle, une mise à niveau pour pouvoir s'insérer dans la nouvelle réalité socio-économique.

BARKA participe au développement social des groupes exclus, leur donne les moyens de reconstruire leur vie en créant un système mutuel d'aide, d'éducation et d'esprit d'entreprise. La Fondation touche environ 5000 personnes par an.

Barka désirerait implanter ce système dans toute la Pologne mais aussi en Irlande, au Royaume Uni, aux Pays Bas et dans les pays en voie de développement.

Barka crée des écoles d'animation sociale basées sur les expériences et la connaissance des personnes ayant surmonté les difficultés de la vie et qui peuvent donc transmettre leur connaissance des mécanismes de développement, du combat contre l'exclusion sociale, dans les diverses régions de la Pologne et de l'Europe, d'une manière professionnelle.

La nouvelle loi concernant l'emploi social et le projet de loi sur les coopératives sociales permettent de donner l'aide financière légale pour le développement de ces programmes en Pologne.

Pour en savoir plus : www.barka.org.pl

CDJP - Le Centre pour le Développement de Jablanica et de Pcinja *(République Serbe)*

CDJP est une SPRL créé en novembre 2006 dans le but de soutenir le développement économique et social à long terme de la région. Il a été fondé par un consortium regroupant les municipalités des districts, des ONG et des associations professionnelles.

Mission : « La mission du Centre est d'initier, de préparer et de mettre en œuvre des projets de développement sur le territoire de la Serbie méridionale et d'ainsi créer un effet synergique du travail de tous les individus et des groupes sociaux concernés et atteindre le maximum d'effet en utilisant des ressources limitées ».

Vision : Devenir le principal coordinateur du développement de toutes les municipalités dans les districts de Jablanica et Pcinja et être reconnu comme tel par les institutions nationales et internationales de développement.

Le Centre est guidé dans son rôle de direction par les objectifs stratégiques suivants :

Prendre le premier rôle dans le processus de planification stratégique du développement du sud de la Serbie, en assurant la participation des institutions et des individus, du secteur public, civil et des secteurs d'activité.

L'approche systémique et rationnelle fournira des fonds pour la mise en œuvre des projets de développement.

Rassemblement de tous les acteurs concernés autour de projets régionaux.

Ressources des capacités professionnelles, des informations et des instruments pour la mise en œuvre de projets de développement économique et social définis par le biais de priorités stratégiques.

Pour en savoir plus : www.centarzarazvoj.org

CIVITAS *(Roumanie)*

Créée en 1992, La Fondation Civitas pour la société civile est une organisation guidée par plusieurs principes tels que la participation, l'engagement et le développement communautaire. Ils croient fermement au pouvoir d'initiative dans la communauté et en sa capacité à provoquer des changements dans la vie des gens. C'est la raison pour laquelle la Fondation Civitas supporte le développement rural et régional en renforçant la société civile, les secteurs public et privé. Ils utilisent une approche innovante aux problèmes auxquels notre communauté est confrontée ; C'est la raison pour laquelle l'innovation sociale est l'un des piliers qui sous-tendent leurs activités.

Ils contribuent au :

Développement des ressources humaines en :

- Renforçant l'esprit d'entreprise et soutenir l'inclusion sociale des groupes vulnérables ;
- Fournissant des formations et des activités éducatives

Renforcement des capacités institutionnelles pour les secteurs public, privé et de la société civile :

- Fournir des services spécialisés aux autorités locales, régionales et centrales ;
- Formation dans le domaine de l'administration publique ;
- Soutenir la fondation et le développement d'organisations non gouvernementales et d'autres

- formes associatives ;
- Concevoir des stratégies de développement local et travailler dans des structures spécialisées pour la création de politiques de développement.

Ils soutiennent les initiatives dans les secteurs public, privé et de la société civile

- Soutenir les initiatives venant des citoyens, des groupes d'action locale et encourager une participation active à la création de politiques publiques ;
- Promouvoir l'économie sociale et l'économie communautaire ;
- Fournir des services de conseil et d'assistance dans le domaine du développement rural ;
- Soutenir les processus associatifs des autorités locales ;
- Initier des activités de bienfaisance.

Ils facilitent l'accès aux possibilités de financement :

- Fournir une assistance et des conseils en matière de collecte de fonds et de gestion de projet
- Développer et mettre en œuvre des projets d'investissement, des études de faisabilité, des plans d'affaires et des études de marketing, des projets techniques et de l'audit financier.

Pour en savoir plus : <http://www.civitas.ro/>

Christliches Jugenddorfwerk Deutschlands CJD-BBW (Frechen, Allemagne)

Le CJD-BBW Frechen appartient au CJD Verbund NRW Süd / Rheinland et fait partie du CJD Allemagne, et est l'une des plus grandes organisations sociales et éducatives d'Allemagne. Chaque année, il fournit à 155 000 jeunes et adultes des conseils et des opportunités pour leur avenir. Notre travail est basé sur la conception chrétienne de ce que signifie être humain, avec la vision : "*Let no one fall by the wayside !*" (« Que personne ne tombe sur le bas-côté »).

La mission du CJD est de responsabiliser les gens pour réussir leur vie. Depuis sa fondation en 1947, les services offerts par la CJD se sont élargis pour couvrir un large éventail de domaines : par exemple, il a lancé des programmes pour les individus hautement doués, des projets pour les jeunes contrevenants avec des peines d'emprisonnement ouvertes et des programmes de soins ambulatoires pour les anciens toxicomanes et beaucoup d'autres projets, programmes. Les écoles, les ateliers, les crèches et les auberges du CJD ont aidé des millions de personnes depuis la fondation de l'organisation. CJD étend constamment ses services, en particulier pour assurer l'éducation et les soins aux personnes qui ne reçoivent aucune autre assistance.

Le CJD Verbund NRW Süd / Rheinland est situé dans la région sud de la Rhénanie du Nord-Westphalie. Il s'agit d'une organisation composée de huit emplacements et offre les services suivants :

- Éducation élémentaire et éducation familiale
- Assistance enfant, jeunesse et famille
- Éducation académique
- Formation professionnelle
- Santé et réadaptation
- Travail et activités
- Logement et services de soins

Pour en savoir plus : <http://www.cjd.de/>

DGASPC (*Roumanie*)

Direction Générale de l'Aide Sociale et de la Protection de l'enfance (DGASPC)
La DGASPC est une institution publique dépendante du Conseil Local 1er District de Bucarest formée par l'union de l'aide sociale publique et des services publics spécialisés dans la protection de l'enfance du 1er District.

La DGASPC travaille dans différents domaines :

Direction de la protection de l'enfant

Protection des personnes et des familles : personnes isolées, personnes handicapées, personnes âgées, sans-abri et toute autre personne dans le besoin.

Direction économique et Administration du patrimoine.

Pour en savoir plus : <http://www.dgaspc-sectorul1.ro>

Diopter (*Croatie, Pula*)

DIOPTER - université ouverte est une institution privée pour l'éducation et la formation des adultes avec un grand nombre d'experts externes. L'école a été fondée en 1995 et depuis lors plus de 20.000 étudiants sont passé par là.

Diopter a des programmes d'études secondaires et de nombreuses formations en économie, tourisme, santé et agriculture, toutes vérifiées par le Ministère de l'éducation et de la science.

Tous les programmes ont été développés pour répondre aux besoins du marché du travail et nous avons une grande expérience de travail avec divers groupes d'étudiants, tels que les toxicomanes, les chômeurs de longue durée et les femmes sans emploi.

Jusqu'à présent, ils ont réalisé avec succès 6 projets européens et nous sommes actuellement partenaires du projet international Erasmus + SALTO.

Grâce à diverses activités, Diopter aide les gens à se sensibiliser à l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie.

Leur objectif est de poursuivre le développement dans le domaine de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, ainsi que de l'apprentissage tout au long de la vie.

Pour en savoir plus : <http://www.diopter.hr/>

Dobrovita (*Ljubljana, Slovénie*)

Dobrovita d.o.o. créé en 1995 est une entreprise sociale slovène situé à Ljubljana qui est chargé de former et d'aider à la recherche et la création d'emplois pour les personnes en difficultés (handicapées ou autres). Dobrovita a été créé par ŠENT prenant en charge les personnes en difficultés tel que les personnes souffrant de problèmes de santé mentale, les personnes qui sont difficile à remettre sur le marché du travail (longue période sans emploi, personnes handicapées, personnes ayant plus de 50 ans, les personnes ayant peu d'éducation ou encore les personnes à risque en terme d'exclusion sociale).

Leur objectif est d'offrir à ces personnes une formation et des modalités d'adaptation au travail dans le but de leur trouver un emploi. Les profits générés pour l'association sont réinvestis dans le but de créer de nouveaux emplois.

L'entreprise sociale exerce des activités de jardinage, de services d'entretien de zones vertes, de services de nettoyage, de travail d'entretien, de conciergerie, d'assemblage des produits.

En raison des besoins du groupe cible, l'entreprise développe intensivement des programmes de formation sur mesure, tels que des programmes de formation sur un lieu de travail spécifique et d'autres programmes de réadaptation professionnelle. En outre, la société met en œuvre des programmes d'emploi pour les

groupes vulnérables (avec des problèmes d'intégration sociale sur le marché du travail) dans le cadre de la politique active de l'emploi. Conformément à cet objectif, la société s'implique également dans divers projets internationaux, soit en tant que partenaire ou promoteur.

Voir leur site internet : www.dobrovita.com/

ENSINUS (Portugal)

ENSINUS est l'organe de direction d'un groupe d'organisations entièrement dédiées à l'éducation à tous les niveaux, du préscolaire à l'enseignement supérieur en ce y compris la formation et l'enseignement professionnel.

Ils ont plusieurs projets européens en cours - recherche et mobilité également. Leur communauté (étudiants et familles, professeurs et salariés) partage leurs valeurs de coopération internationale.

Pour plus d'information : <http://www.ensinus.pt/>

EQUA - Association Pour La Médiation Sociale (Andalousie, Espagne)

Situé à Cadix, Andalousie est un organisme à but non lucratif fondé en 1997 travaillant à l'insertion sur le marché du travail des personnes présentant une déficience intellectuelle. EQUA prône l'égalité des chances et vise donc à intégrer son public dans des environnements de travail standards. EQUA aide les personnes déficientes à planifier et à développer leur propre vie de manière indépendante avec des opportunités égales au reste de la population et à améliorer leurs conditions de vie. EQUA utilise une stratégie d'intégration sociale demandant la participation active et indépendante des personnes de ce groupe. Pour atteindre ces objectifs, EQUA utilise des méthodes telles que la médiation sociale et communautaire, des actions centrées sur la personne, le soutien à l'emploi. EQUA tente de couvrir tous les besoins des personnes déficientes, tant dans le domaine du travail, que d'un support global du projet de vie et des loisirs.

FISSAAJ (Wallonie- Bruxelles, Belgique).

La Fédération des Institutions et Services Spécialisés d'Aide aux Adultes et Aux Jeunes est une Fédération qui se divise en deux secteurs : l'aide à la jeunesse et l'aide à la personne handicapée. La FISSAAJ compte 338 affiliés employant plus de 6.000 personnes.

La FISSAAJ a pour objet de promouvoir, soutenir et défendre les services mis en place auprès des personnes physiquement, psychiquement ou mentalement handicapées ou socialement en difficulté par :

- La promotion des projets des services associés dont les objectifs et la psychopédagogie visent à assurer aux bénéficiaires l'épanouissement et l'insertion sociale et/ou familiale excluant toute pratique professionnelle s'inscrivant dans un contexte prioritairement sécuritaire ou répressif.
- La défense et la promotion des intérêts légitimes de ces services associés afin de leur permettre d'accomplir leurs tâches dans les meilleures conditions, tant au point de vue des bénéficiaires que du personnel engagé.
- L'orientation de sa politique et de son dynamisme dans le respect des Droits de l'Homme

Pour en savoir plus : <http://www.fissaaj.be>

FONDAZIONE LUIGI CLERICI *(Lombardie, Italie)*

Créée en 1972, la Fondation Luigi Clerici est un organisme travaillant dans le champ de la formation professionnelle, de l'aide à la mise au travail, de la formation continue des travailleurs, de la formation pour publics en difficulté. Ces activités sont réalisées au travers d'une quinzaine de centres opérant en Région Lombarde.

Pour développer ses activités la Fondation compte sur la collaboration des organismes locaux, entreprises, associations et entreprises artisanales opérant sur le territoire lombard. La Fondation propose notamment des activités de formation aidant au processus de reconversion industrielle.

L'offre de formation de la Fondation est plus qu'une simple offre de formation. La Fondation veille à la réalisation personnelle et sociale de l'intéressé. Le travail est considéré comme une des dimensions centrales dans la vie de l'homme et comme un facteur de croissance personnelle.

Les formateurs des différents centres proposent de fournir les moyens d'une évolution personnelle. Les activités sont divisées en trois secteurs : aide à la mise au travail pour les jeunes (jeunes diplômés), formation continue pour les travailleurs, formation pour publics en difficulté (handicapés, immigrés...)

Les activités réalisées dans les centres le sont principalement dans les domaines suivants : nouvelles technologies (langage web, web designer ...), industrie/production (industrie mécanique, électrique et métallurgique), administration (secrétariat général, de direction, production et comptabilité). Et aussi : approfondissement des langues étrangères, cours d'esthétique, coiffure, assistance sanitaire, restauration collective, pâtisserie, photographie, sécurité au travail....

Pour en savoir plus : www.clerici.lombardia.it

INTEGRITY CONSULTING *(Sofia, Bulgarie)*

Fondée en 2003 Integrity est un centre de consultance pour les entreprises.

Par l'intermédiaire de ses sociétés filiales et connexes Integrity Consulting s'occupe de la consultance des marchés locaux en Macédoine, Serbie, Bosnie-Herzégovine et Monténégro.

Les principaux services de consultation fournis sont :

- L'élaboration, l'exécution et soutien à la gestion de projets dans le cadre de programmes financés par les fonds structurels de l'Union européenne ;
- Élaboration, adoption et ingénierie des systèmes de gestion dans le respect des normes internationales ISO, OHSAS, BS, GMP, IFS, etc.. ;
- Organisation de formations spécialisées, de séminaires et autres activités de formation et d'information ;
- Recherches spécialisées, analyses, stratégies, enquêtes et évaluations sur des sujets donnés.

L'expérience d'Integrity Consulting dans les projets européens est large. Au cours des 10 dernières années, Integrity a pris part à l'élaboration, la réalisation et la gestion de centaines de projets dans pratiquement tous les fonds structurels de l'UE (Phare, Ipa, Interreg, Erasmus +)

Integrity coopère également avec les municipalités et les entreprises bulgares, l'administration publique et des ONG pour le développement et la gestion de ses projets.

Plus d'informations : www.integritybg.com

KEM - RVA (*Komaron, Hongrie*)

KEM-RVA est une fondation créée en 1992 par une trentaine d'organisations ayant pour objet d'aider au développement économique de la région de Komarom (Nord-Ouest de la Hongrie) assurant la promotion de nouvelles entreprises ou d'entreprises déjà existantes. KEM-RVA favorise, par l'octroi de micro-crédits et d'outils de gestion, la création d'entreprises pour des publics marginalisés.

KEM-RVA a déjà participé à des projets INTERREG et GRUNDTVIG. Pour en savoir plus : www.kem-hvk.hu

MEDIALYS (*Lyon, France*)

Médialys est une association loi 1901, créée en mai 2006 à l'initiative de l'État, du Syndicat mixte des Transports (SYTRAL), de Keolis Lyon et du Grand Lyon. Elle a pour objet de faire concourir de concert les acteurs publics et privés participant à la vie du réseau TCL/TER, les organismes et personnalités se consacrant sur le territoire de l'agglomération lyonnaise aux actions d'insertion et de retour vers l'emploi, les acteurs économiques et sociaux de ce territoire et notamment les entreprises, au renforcement du lien social et à l'insertion professionnelle des publics défavorisés, par des actions conduites autour du réseau TCL TER. Elle vise un double objectif : Concourir à la professionnalisation et à l'accès à l'emploi des jeunes sans qualification, des demandeurs d'emploi de longue durée et des bénéficiaires des minimas sociaux. Humaniser et améliorer le fonctionnement du réseau des T.C.L, permettre une meilleure insertion dans le tissu social, diminuer le non-respect des règles, lutter contre la fraude et ce à travers la mise en œuvre de la montée porte avant et la vérification préventive de titres.

L'association Médialys, s'engage à recruter et à embaucher en contrat unique d'insertion des personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, éligibles à la mesure et résidant sur l'ensemble de l'agglomération lyonnaise.

L'association :

- Recrute les agents et gère les contrats,
- Propose un accompagnement socioprofessionnel
- Initie des formations individuelles et collectives s'inscrivant dans le parcours d'insertion professionnelle,
- Encadre et manage au quotidien au poste de travail les agents salariés et assure le lien opérationnel avec les partenaires (Keolis Lyon, KPMR, Véolia Transport),
- Rend compte du fonctionnement du dispositif et notamment des résultats en termes d'accès à un emploi durable.

L'activité concerne 200 agents en moyenne par mois résidant pour moitié en Zone Urbaine Sensible et majoritairement bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active.

Les objectifs de Médialys sont mis en œuvre grâce à notre activité consistant à mettre à disposition, auprès de Kéolis Lyon, des agents AMIS (Accueil, Médiation, Information, Service) afin d'assurer un service d'information/prévention sur le réseau TCL en direction de la clientèle. Cette activité est également déployée sur une ligne du réseau Véolia Transdev. Depuis le 1er juillet 2011, Medialys assure également l'accompagnement des Personnes à Mobilité Réduite sur le réseau TCL.

Pour en savoir plus : www.medialys.asso.fr

MESOGIAKO (*Grèce*)

Créée en 2000 MESOGIAKO MEK SA est une entreprise offrant des conseils et des services de formation professionnelle aux chômeurs, personnes menacées d'exclusion sociale, salariés mais à la recherche de meilleures perspectives d'avenir par le biais de formation et de perfectionnement professionnel.

MESOGIAKO offre un large éventail de programmes de formation, souvent en coopération avec l'éducation et les autorités du travail en Grèce, par exemple le ministère de l'éducation et le ministère du travail et leurs agences, OAED - Manpower emploi organisation (l'Office National grec pour l'emploi) et les autorités de l'Administration locale dans les treize régions administratives du pays.

Ils sont présents à Athènes, Thessalonique, Serres, Héraklion-Crète, Ioannina, Samos, Lesbos et Límnos.

En 2002 MESOGIAKO MEK SA a été accrédité comme organisme de formation professionnelle au niveau national par le Centre National d'accréditation pour la formation professionnelle continue dans neuf secteurs : Business & Management, éducation, environnement, technologies de l'Information, Services de tourisme, Agriculture, Technologies de transport, Santé et bien-être, Culture et Sports.

MESOGIAKO développe des programmes d'éducation et de formation, actualise en permanence sa méthodologie, le matériel d'apprentissage et les outils pédagogiques de manière à répondre au mieux aux besoins des apprenants et a formé des partenariats avec des centres de formation professionnelle à Chypre, en Bulgarie et en Roumanie.

MESOGIAKO est très actif dans l'éducation et la formation pour les entrepreneurs et les entrepreneurs sociaux.

Pour en savoir plus : www.mesogiako.gr

PRO VOCATIE (*Roumanie*)

Organisation non-gouvernementale créée en 2002, qui a fondé le premier centre d'évaluation des compétences pour les métiers dans le domaine social en Roumanie.

Mission : Faciliter l'accès à la certification des compétences du personnel actif obtenues de manière informelle dans le domaine social, afin de diversifier les opportunités de carrière professionnelle.

Objectif : Après l'évaluation des candidats, C.R.F.P.S. PRO VOCATIE délivre les certificats de qualification des compétences selon les normes professionnelles.

Pour en savoir plus : www.provocatie.ro

Santa Casa da Misericórdia de Lisboa – SCML (*Lisbonne, Portugal*)

Est la plus grande organisation privée nationale qui poursuit de manière humanitaire les objectifs de l'action sociale, la fourniture de soins de santé, l'éducation et la culture et la promotion de la qualité de vie, en particulier pour le bénéfice de ceux qui ont un plus grand besoin de protection.

Pour réaliser ses objectifs Santa Casa :

Dispose d'établissements et de services dans chacun des quartiers de la ville de Lisbonne pour répondre directement aux besoins sociaux ;

Mène des études socio-économiques, des actions de recherche et des enquêtes sociales parmi la population
Développe un travail social dans les secteurs de : la jeunesse, la famille et la communauté ainsi qu'avec les personnes âgées.

Possède un établissement scolaire et des centres de formations

Possède deux hôpitaux et des services de santé

Coopère avec toutes les entités (nationales et internationales) qui poursuivent des goals similaires.

Pour plus d'informations : www.scml.pt

SCUOLA CENTRALE FORMAZIONE –SCF *(Italie)*

SCF est un organisme national de formation, sans but lucratif, reconnu depuis 40 ans par le Ministère du Travail Italien.

SCF rassemble 44 partenaires répartis dans 11 régions de l'Italie et regroupe environ 100 centres de formation professionnelle et 2.156 travailleurs dispensant plus de 16 millions d'heures de formation par an.

Son but est la création d'un contexte favorable à l'échange de bonnes pratiques entre des membres toujours plus nombreux ; cet échange permet notamment de proposer des réponses efficaces aux problématiques socioprofessionnelles.

Afin de poursuivre cet objectif, elle organise et soutient des actions d'orientation, de formation et d'accompagnement au travail. SCF propose également des services pour rendre l'offre de formation de ses partenaires toujours plus compétitifs et en adéquation avec les besoins des bénéficiaires.

Ces formations sont des formations initiales, continues et/ou tout au long de la vie qui ciblent plus particulièrement :

- La formation des jeunes ;
- La formation et l'insertion sur le marché du travail d'adultes licenciés de leur poste, ainsi que des personnes en difficulté et des personnes handicapées.

Pour en savoir plus : www.scformazione.org

SUD-CONCEPT *(Corse, France)*

La Coopérative Sud Concept est un centre de formation et un bureau d'études spécialisé dans les problématiques de l'emploi qui intervient notamment dans la mise en place et la réalisation d'actions de formation et d'études à destination des publics en recherche d'emploi, en insertion et notamment des publics jeunes.

La coopérative met également en œuvre des actions d'information, de sensibilisation, d'orientation, de bilan, d'évaluation dans les domaines de l'emploi, de la formation, de l'insertion, pour les publics en difficulté d'insertion.

Elle réalise des études en ingénierie de formation et de projets, des diagnostics stratégiques de territoire et des évaluations de politiques publiques.

Depuis sa création en 2008, la Coopérative Sud Concept a mis en œuvre de nombreuses actions favorisant le développement de l'emploi et la qualification des salariés, afin d'anticiper et d'accompagner les mutations économiques et sociales des territoires. Au travers de la réalisation d'études, de conduite de projets et d'actions de développement et de communication, elle a développé une expertise dans l'animation territoriale et le diagnostic de territoires.

Le siège de Sud Concept se trouve en Corse. Des antennes existent également dans le sud de la France, en Guyane et en Guadeloupe.

Plus d'informations : www.sudconcept.eu

TTT, T.T. TECHNICAL TRAINING CENTRE LARNACA LTD *(Chypre)*

TTT a pour but principal l'organisation, la coordination, l'exécution, la gestion de tout genre de formation professionnelle ou de formation pédagogique. Ce centre est en mesure de contribuer substantiellement au développement socioéconomique, de promouvoir l'emploi, l'activation des

ressources humaines, d'améliorer la qualité de vie dans l'ensemble de l'île de Chypre et enfin de contribuer à la sensibilisation des citoyens à l'environnement.

Pour en savoir plus : <http://www.kekal.com.cy>

FUNDACIÓ PRIVADA TRINIJOVE *(Barcelone, Espagne)*

L'action de Trinijove est basée sur les principes clés suivants :

- . Assurer la gratuité de tous les services et ressources offerts.
- . Adopter une approche globale combinant information, éducation, intégration professionnelle et loisirs.
- . Donner la priorité à la perspective territoriale, ce qui implique de répondre aux besoins spécifiques de chaque territoire en termes d'insertion sociale et professionnelle des groupes socialement marginalisés.
- . Gérer des projets communs par le biais de ses réseaux en Catalogne, en Espagne et en Europe.

Le travail de la Fondation Trinijove repose sur les deux éléments suivants :

- 1 Le travail en collaboration avec les personnes, les institutions et les entreprises sensibles aux problèmes sociaux, en ce y compris :
 - Le Gouvernement de la Catalogne (départements Entreprise et Emploi, Protection sociale et Familiale, Développement durable, Justice et le Secrétaire général de la Jeunesse),
 - La Ville de Barcelone ("Barcelona Activa" et le Conseil Municipal de l'arrondissement de Saint-André),
 - L'œuvre sociale «la Caixa ».
- 2 La conviction que l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, des femmes et des chômeurs de longue durée ne sera efficace que si elle passe par l'insertion économique. Trinijove s'efforce de rendre les personnes plus autonomes et non pas dans l'idée de leur donner périodiquement aide, formation ou emploi.

Trinijove étend actuellement son objet social, en développant l'économie solidaire en tant qu'entreprise d'insertion en Catalogne, offrant un ensemble de services dans le seul but de fournir des emplois aux populations les plus défavorisées de la société. Afin de mettre à l'emploi les gens plus socialement défavorisés, y compris les personnes souffrant de handicaps mentaux, physiques et/ou sensoriels, Trinijove a créé un « Centre pour le travail" en 2004. En conformité avec les exigences de fonctionnement organisationnel et de gestion des projets, Trinijove est certifiée EMAS (Eco-Management and Audit Scheme). Depuis septembre 2009, Trinijove a lancé conjointement avec le Ministère du travail, le « plan de travail pour l'égalité des chances entre hommes et femmes » qui promeut l'égalité des chances en matière d'emploi.

Pour en savoir plus : www.trinijove.org

UNI - EST *(Lyon, France)*

UNI-EST est une structure associative de 42 collaborateurs, créée en 1992, à l'initiative des communes de l'Est lyonnais.

Elle conduit de nombreuses actions, en s'appuyant sur un réseau partenarial afin de permettre l'accès à l'emploi des publics jeunes et adultes de l'agglomération lyonnaise. Elle accompagne ainsi chaque année près de 5000 personnes inscrites dans le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) et les aide

à construire leur parcours professionnel en leur proposant des formations ciblées, des mises en situation de travail, des actions favorisant la mobilité et en facilitant la garde d'enfants.

Dans ce but, elle veille à ce que son action s'articule avec celle des acteurs du monde.

Économique. UNI-EST propose dans ce cadre une offre de services importante aux entreprises allant du recrutement au conseil stratégique en ressources humaines en passant par des formations managériales.

Pour en savoir plus : <http://www.plie-uni-est.org/>

IV. Méthodologie de l'action des membres du CEC

Les méthodes de formation et de guidance pratiquées dans les organisations partenaires du CEC peuvent se résumer comme suit :

- . Évaluation individuelle des aptitudes et compétences de chaque intéressé permettant la mise au point d'un programme personnalisé de formation et d'insertion,
- . Alternance d'activités de formation en petits groupes de travail en entreprise et sur chantier, en situation réelle de travail et de cours théoriques,
- . Acquisition de compétences professionnelles par des ateliers techniques,
- . Formation sociale et administrative par une meilleure maîtrise du raisonnement et de l'expression orale ou écrite,
- . Accompagnement individuel, psychologique et social,
- . Familiarisation aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication,
- . Stages en entreprise,
- . Procédure de reconnaissance des évaluations et des acquis,
- . Accompagnement économique et social des personnes souhaitant créer leur propre emploi,
- . Partenariats avec le monde économique en vue d'une harmonisation de l'offre et de la demande en matière d'insertion socioprofessionnelle de publics en difficulté,
- . Accompagnement vers et dans l'emploi (Job coaching, Assessment, Tutorat) des groupes à risques,
- . Reconnaissance et validation par les autorités publiques des processus de formation mis en place par le secteur associatif,
- . Évaluation et formation continue des salariés en entreprises d'insertion et coopératives sociales.

V. Les activités du CEC

Les activités du Comité Européen de Coordination et de son secrétariat poursuivent pour l'essentiel les objectifs suivants :

- . Liaisons entre les membres du CEC : contacts réguliers avec les organisations membres, soit à leur siège, soit à Bruxelles,
- . Liaison avec les services de la Commission pour les organisations membres du CEC (rendez-vous, préparation et suivi des dossiers). Le CEC accompagne ses membres aux réunions avec les services de la Commission et en assure le suivi,
- . Développement de projets communs à plusieurs membres du CEC, notamment dans le cadre des différents programmes communautaires de la Commission,
- . Séminaires de réflexion sur des thèmes communautaires européens,
- . Veille informationnelle permanente sur les appels à projets et les initiatives de la Commission,
- . Rôle de coupole européenne demandé par la Commission au regard des initiatives communautaires, de plus en plus nombreuses, exigeant la participation de plusieurs pays pour être éligibles et prise en charge du travail administratif de coordination vis-à-vis des services de la Commission, ainsi que des réunions entre partenaires concernés pour l'élaboration des dossiers,
- . Lobbying auprès des Institutions européennes pour faire reconnaître le secteur de la formation non formelle, informelle et de l'entrepreneuriat social dans l'U.E.,
- . Études réalisées avec la collaboration des partenaires du CEC,
- . Contacts avec les partenaires sociaux européens (syndicats, employeurs) en vue de mieux intégrer les publics en difficulté au marché de l'emploi,
- . Développement de réflexions interactives entre partenaires du CEC (ex. : protection sociale et emploi, Stratégie Europe 2020 – Programme d'Éducation et de Formation tout au long de la vie...) et élaboration de propositions soumises aux instances européennes,
- . Participation au Think Tank CEC-CET consacré à la politique sociale européenne,
- . Participation au débat public relatif aux politiques en matière de lutte contre l'exclusion sociale.

A. PROJETS

A.1. Erasmus+ - Action Clé 2 : Partenariat stratégique – « ATOMS&CO » (01.10.17 – 31.09.19)

Les objectifs du projet sont :

Développer et mettre en place un **dispositif d'accrochage scolaire centré sur l'inclusion des familles**.

- **Définir les besoins** des familles et des acteurs de terrain grâce à l'élaboration d'un état des lieux,
- Favoriser les **synergies** familles-écoles-acteurs de l'aide sociale (Aide à la jeunesse, services publics, ...) afin de diminuer le risque de décrochage scolaire des élèves et/ou d'améliorer leur réussite,
- Améliorer le **dialogue** avec les familles en rendant plus compréhensible le sens et les enjeux de la scolarité et le fonctionnement du système scolaire,
- Élaborer un **dispositif** transnational correspondant aux besoins identifiés, le tester et l'adapter,
- **Outiller** les acteurs de terrain afin de prendre en compte les facteurs familiaux dans l'accompagnement des élèves décrocheurs.

Groupes cibles :

Le projet ATOMS & Co ciblera deux groupes spécifiques :

- Les familles avec une attention particulière portée sur celles en risque de décrochage des élèves de 6 à 18 ans.
- Les écoles et acteurs de l'aide sociale (Aide à la jeunesse, services publics, ...)

Principaux résultats attendus :

- Recenser et comparer les pratiques de terrain existantes visant l'implication des familles,
- Impliquer les familles dans les activités du projet et notamment dans la conception et la validation du dispositif visant à renforcer le partenariat familles – écoles – acteurs de l'aide sociale (AAJ, services publics ...),
- Conception et élaboration d'un dispositif (formations, guide méthodologique, ressources didactiques et outils),
- Former des acteurs de terrain au dispositif,
- Organisation d'évènements nationaux et transnationaux

Promoteur : FISSAAJ - <http://www.fissaaj.be/>

Partenaires : Comité Européen de Coordination (Belgique) ; Alma Mater Studiorum – University of Bologna (Italie) ; Associazione Gio.net (Italie) ; Fundacio Privada Trinijove (Espagne) ; Fundacio Escoles Parroquials – L'Esperança (Espagne).

Pour plus d'information, voir le site du projet : <http://atomsandco.eu/>

Ce projet a été sélectionné et retenu en octobre 2017.

A.2. Erasmus + Action Clé 2 Partenariat stratégique : Projet CAVA « Compétences pour la micro- production Alimentaire à Valeur Ajoutée » (01/09/14 au 31/08/17)

Centré sur le tourisme, la restauration et l'agro-industrie le projet vise à améliorer les produits agro-alimentaires et la culture gastronomique typique comme zones de développement et de croissance d'emplois des entreprises.

Le projet travaille sur les compétences entrepreneuriales (créativité, esprit d'initiative et d'entreprise) et les compétences technique et professionnelle dans le secteur de l'agroalimentaire. Il s'agit de promouvoir le micro-traitement de la nourriture et le transfert de compétences entre les différentes cultures et générations comme moyen de différenciation des activités productrices et pour la durabilité de l'économie rurale et du tourisme liés à la promotion des produits locaux, dans la perspective d'un aménagement du territoire équilibré. Le projet a été créé par un consortium : CEFAL, SCF, AZRRI (Agence pour le développement rural de la région istrienne, Istrie) en continuité avec une expérience de collaboration entre l'Italie et la Croatie commencée en 2006.

Le projet a pour objectif la valorisation des produits typiques et de la culture de la gastronomie locale comme cadre de développement d'entreprise et de croissance professionnelle par le biais de promotion/qualification de la production, la transformation, le marketing et la création de chaînes d'approvisionnement alimentaire et l'amélioration des marchés d'alimentation.

Objectifs généraux :

- Renforcer l'échange de connaissances, de l'innovation, des ressources et pratiques entre la formation professionnelle et le marché du travail.
- Contribuer à accroître l'inclusion sociale et l'emploi, grâce au renforcement des capacités et de l'esprit d'entreprise des jeunes et des adultes dans les zones rurales et périurbaines en particulier dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme, de la restauration, du commerce et de l'animation territoriale.

Groupes cibles :

- Secteur de l'agriculture : fermes, consortiums de production, chaînes agro- alimentaires.
- Système éducatif : tourisme et restauration des écoles.
- Secteur de l'hôtellerie : agrotourisme, fermes didactiques, restaurants, hôtels.

Promoteur : CEFAL EMILIA ROMAGNA

Partenaires : AZRRI (Hr), CASA ARTUSI (It), SCF (It), CEC (Be), LUNCA (Ro), DOT (PI), ETCHARRY (F).

Le séminaire final du projet s'est tenu à Forlimpopoli (Italie) le 28 juin 2017 à la Casa di Artusi durant le festival « Festa Artusiana & Tavola ». Séminaire au cours duquel les partenaires du projet ainsi que les représentants des pouvoirs publics locaux ont souligné l'importance de la valorisation et de la qualité de la production des produits locaux et des possibilités d'emplois que ce secteur génère au niveau local.

Pour plus d'information, voir le site du projet : www.cavapro.weebly.com

A.3. Collaborative Partnerships in Sports Erasmus+ - "3SP": SPECIAL SPORTS FOR SPECIAL PEOPLE. » (01.01.16 – 31.12.17)

Objectifs du projet :

Implanter et piloter des actions d'éducation relatives à :

- A. L'enseignement d'habitudes de vie plus saines (sport comme activité physique pour la santé et la prévention primaire) avec une attention particulière aux groupes défavorisés ayant moins d'opportunités d'accès à la pratique du sport.
- B. La sensibilisation au regard de la valeur du sport et de l'activité physique et promotion du sport pour l'inclusion sociale des personnes défavorisées (sport pour tous).

Le 26 octobre 2017 le séminaire final du projet, « **Let's play together, Let's feel good** », s'est déroulé au Club Cierrebi à Bologne.

Les jeunes et leurs animateurs ont participé à des activités physiques, tous portant fièrement leur t-shirt jaune, symbole du projet 3SP et de la journée.

En parallèle aux activités sportives organisés pour les jeunes et les formateurs, une conférence sur les bienfaits du sport a eu lieu au cours de laquelle le projet, ses objectifs et surtout ses résultats ont été expliqués. Pour rappel, le projet 3SP a développé 3 kits pédagogiques, appuyés par un guide méthodologique et des manuels présentant environ 80 activités flexibles ne demandant pas d'infrastructure particulière pouvant être réalisées dans une classe et dispensées par des enseignants n'ayant pas d'expérience en la matière. Ces kits sont désormais disponibles sur le site internet du projet en Italien et en Anglais.

Les 3 kits sont les suivants : « Body & Sport », « Soul & Sport and Brain », « Heart & Sport ».

Promoteur : Scuola Centrale Formazione

Partenaires : Fondazione Casa di Carità Arti e Mestieri onlus, ENAC Ente Nazionale Canossiano (IT), Christliches Jugenddorfwerk Frechen (D), Coleg Cambira in Wrexham (UK), Generalitat de Catalunya – Dpt d'Ensenyament (ES), City of Pula (HR), CEC (BE).

Pour plus d'informations, voir le site du projet : <https://project3sp.wordpress.com/>

A.4 « EU. COOL » Programme L'Europe pour les Citoyens (01.09.17 – 31.03.19)

Le but du projet est de lutter contre l'euro-scepticisme, de susciter la prise de conscience de la plus-value engendrée par la citoyenneté européenne, de neutraliser les clichés et les discours trompeurs en apportant un savoir politique sur la citoyenneté européenne.

Comment ?

En implémentant un outil de participation, d'expression et de dialogue et en le diffusant le plus largement possible pour favoriser la coopération entre citoyens et institutions.

Public-cible : Les jeunes en insertion sociale et leurs encadrants ainsi que les citoyens issus de zones sensibles (quartiers).

Méthodes de travail :

- Phase préparatoire : 400 questionnaires/comité de suivi/équipes d'animation

- Séminaires nationaux et transnationaux : mettre la citoyenneté européenne en débat, suggérer des démarches de changement. Investir un outil participatif et s'interroger sur l'UE future.
- Conférence thématique : "citoyenneté vs euroscepticisme"
- Table-ronde institutionnelle (susciter des initiatives politiques)
- Conférence de clôture (diffuser les résultats, évaluer l'action)
- Diffusion : (presse, publications, vidéo, réseaux sociaux, streaming...)
- Elaboration d'un guide à la citoyenneté UE pour les acteurs de la formation professionnelle, de l'insertion sociale et de l'éducation permanente.

Impacts qualitatifs :

Traiter ouvertement de l'euroscepticisme et de la citoyenneté, initier un large débat sur la démocratie, les aspirations citoyennes. Organiser des discussions sur l'institutionnel et la démocratie dans des lieux inhabituels, rapprocher le citoyen de l'UE.

Partenariat : ACFI (Belgique), CEC (Belgique), Klimaka (Grèce), Pro Vocatie (Roumanie), Scuola Centrale Formazione (Italie), Bonnevie (Belgique), Femmes Actives (Belgique), ESOPE (Belgique) et Le monde des possibles (Belgique).

Pour plus d'informations, voir le site du projet : <http://eucool.eu/>

Ce projet a été sélectionné et retenu en octobre 2017.

A.5 Erasmus + Partenariats Stratégiques pour l'Education des Adultes "Pave the Way to a Social Entrepreneurship » (01.10.17 – 31.09.19)

Les objectifs du projet sont :

Ce projet vise à améliorer les compétences entrepreneuriales grâce à des analyses, des bonnes pratiques et par le développement d'une plate-forme d'apprentissage en ligne, qui simulera une entreprise sociale. Ainsi, les apprenants (adultes) pourront tester les différents postes d'une entreprise, ils pourront ainsi augmenter et diversifier leurs compétences .

L'objectif principal du projet est de renforcer l'esprit d'entreprise en Europe en

- Renforçant la coopération entre les organisations de différents pays de l'UE, afin d'établir l'échange de pratiques ;
- Améliorant la qualité et la pertinence de l'éducation entrepreneuriale grâce à une approche innovante et en utilisant des outils d'apprentissage non formel ;
- Promouvant le développement des compétences entrepreneuriales grâce au développement de lignes directrices spécifiques et d'une plate-forme d'apprentissage en ligne ;
- Apport d'outils pour ceux qui souhaitent devenir des entrepreneurs sociaux

Groupes cibles : Les adultes peu qualifiés.

Principaux résultats attendus

- Recenser et comparer les pratiques de terrain existantes et proposer des lignes directrices ;
- Conception et élaboration d'une plate-forme e-learning ;
- Former des acteurs de terrain au dispositif ;
- Organisation d'événements nationaux et de séminaires transnationaux.

Promoteur : Gis-Transfercenter Foundation (Bulgarie) - <http://www.gis-tc.org/>

Parteinres : Comité Européen de Coordination (Belgique) ; Fondazione Luigi Clerici (Italie) ; FIAS-ACFI (Belgique); Technical Training Bulgaria Ltd (Bulgarie) ; Fundacio Privada Trinijove (Espagne)

Ce projet a été sélectionné et retenu en octobre 2017.

A6. Erasmus + KA2 : partenariat stratégique : Pédagogie de Chantier 2

Sur la base d'une approche pédagogique révisée, le partenariat se fixe les objectifs suivants :

- Encourager et promouvoir les approches collaboratives et les alliances éducatives visant à réduire le décrochage scolaire au niveau local
- (Re) définir les parcours de formation à l'évolution du marché du travail et aux besoins des entreprises et des territoires grâce à l'approche méthodologique de l'apprentissage par la pédagogie qui représente l'opportunité de lier l'apprentissage, la citoyenneté et le développement des territoires
- Soutenir les réalisations éducatives des jeunes avec la contribution des représentants du monde des affaires
- Créer un cadre de référence pour l'évaluation des compétences mobilisées par les expériences de l'apprentissage par la pédagogie, en particulier les compétences transversales, reconnues ainsi que les compétences fondamentales pour l'intégration professionnelle, la citoyenneté et le bien-être de l'individu (EACEA 2010-2012).
- Formuler les résultats d'apprentissage des cours de formation proposés par le projet via la l'instrument ECVET

Leader du projet : Études Et Chantiers Corsica (Fr)

Partenaires:

M-PROMEX, S.R.O. (Sk),

UNIBO (IT)

CEC (Be),

CEFAL (It),

N.KLEISOURA & SIA OE (G)

Ce projet n'a pas été retenu.

A7. Erasmus + KA3 : Société civile “ Éducation, formation et Jeune”

Le but de ce projet est de fournir un soutien structurel au CEC pour l'année 2017 en réalisant les échanges de bonnes pratiques et des groupes de travail et séminaires afin de

1. Promouvoir l'emploi des jeunes par des activités développant les compétences à travers l'éducation non formelle
2. Promouvoir l'inclusion des jeunes défavorisés.

Promoteur: SUD CONCEPT (Fr)

Partenaires: EQUA & Trinijove (Sp), ACFI-FIAS (Be), Fondazione Clerici (It), CEC (Be)

Ce projet n'a pas été retenu.

A8. Erasmus + KA3 : Soutien à la réforme des politiques - Partenariats entre les établissements d'EFPP et les entreprises sur la formation par le travail et l'apprentissage : ARCA

Partenariats entre les établissements d'EFPP et les entreprises sur la formation par le travail et l'apprentissage.

L'Italie et l'Espagne figurent parmi les pays de l'OCDE qui affichent le taux de NEET le plus élevé. Tant en Galice que dans les Pouilles, le taux de chômage des jeunes est un problème important. Des mesures d'amélioration de la structure économique par la formation et l'insertion professionnelle des jeunes sont nécessaires. La formation duale peut être une solution, mais sa mise en œuvre se fait principalement dans le secteur industriel, tandis que l'économie en Italie et en Espagne repose sur le secteur des services. Le pourcentage d'étudiants qui participent à la formation duale est encore très faible. Les PME n'ont souvent pas la capacité de mettre en œuvre une double formation parce qu'elles n'ont pas de tuteurs adéquats.

Pour répondre à ces défis, les partenaires mettront en place et en œuvre de nouvelles structures de coopération de partenariats durables en matière d'EFPP, basées sur une évaluation des besoins en compétences dans le secteur de l'alimentation (restaurants, agroalimentaire et hospitalité). Les groupes cibles sont les jeunes apprenants (15-29 ans), les entreprises des secteurs de l'alimentation et des boissons, de la restauration, de la pâtisserie, de la confiserie, de la transformation agro-alimentaire, des secteurs agricoles. Le partenaire utilisera ses structures associatives pour impliquer les jeunes apprenants et les entreprises dans le projet.

Partenaires du projet sont : Federation EFA Galicia (SP), Conselleria de Politica, social xunta de Galicia (Sp), Asociacion de empresarios, Terra de Melide-centro comercial ABE (Sp), Rete di Imprese Polo-Tecnico professionale agri-polo (It) , Regione de Puglia (It), Camera di commercio di Foggia (It)
CEC (BE)

Ce projet n'a pas été retenu.

A9. Europe for Citizen : SMART

Information et formation au sujet des valeurs portées par le Traité de Rome : Acte fondateur de la construction européenne.

Leader du projet: Municipality of Vasto (It)

Partenaires:

- CEC (Be)
- Municipality and Comune di Vasto (It),
- ACFI-FIAS (Be)

Ce projet n'a pas été retenu.

A10. Erasmus + KA3 : Soutien à la réforme des politiques – Initiatives en matière d'innovation politique. Projets européens de coopération prospective dans les domaines de l'éducation et de la formation. (UPF4JOBS)

UP4JOBS est un projet axé sur l'acquisition de compétences de base pour les adultes peu qualifiés (LSA). Il vise à contribuer à l'élaboration de politiques novatrices et à l'autonomisation des parties prenantes dans ce domaine et a les objectifs suivants :

- Examiner les pratiques et les politiques actuelles ;
- Comparer des modèles d'intervention et extraire des éléments de bonnes pratiques ;
- Proposer un modèle modulaire d'intervention, en mettant l'apprenant adulte au centre de la stratégie d'amélioration et en intégrant des mesures d'inclusion sociale et d'insertion professionnelle ;
- Établir des critères d'évaluation et des indicateurs pour chaque module des logiques d'intervention et construire un prototype de Benchmarking System (BMS) à utiliser par les partenaires du projet et les parties prenantes ;
- Tester, valider et examiner le BMS, et promouvoir son utilisation par les décideurs et les autres parties prenantes ;
- Évaluer et réviser l'ensemble de l'exercice selon une approche d'assurance de la qualité ;
- Diffuser les résultats des projets et créer une communauté de pratique autour du BMS, y compris les décideurs et les parties prenantes concernées.

Promoteur – CEC (BE)

Les partenaires du projet sont : Scuola Centrale Formazione (It), Aula de Comercio – Estudos Técnicos e Profissionais, Ida (Pt), CJD (De).

Ce projet n'a pas été retenu.

A11. EASI “ENELSSIE”: European NETwork of Local Strategies for Social Inclusion & Employment

L'appel à projet EASI vise l'établissement de convention-cadres de partenariats quadriennales avec des réseaux européens d'ONG actifs dans les domaines de l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté.

L'action vise à améliorer la contribution du CEC aux politiques de l'UE en matière d'inclusion sociale et d'emploi et au pilier des droits sociaux de l'UE. En s'appuyant sur la longue expérience de terrain de ses membres et partenaires, en particulier pour l'intégration des jeunes peu qualifiés, le CEC veut mettre l'accent sur trois dimensions de renforcement des politiques d'inclusion :

1. La nécessité de combiner l'intégration sociale et professionnelle dans des parcours et stratégie d'inclusion active.
2. La nécessité de mobiliser des acteurs et des institutions dans des partenariats locaux ancrés dans des contextes territoriaux,
3. La nécessité de politiques publiques pour aborder l'avenir des emplois peu qualifiés et des personnes peu qualifiées.

Tout au long de l'accord de partenariat de 4 ans, trois groupes thématiques travailleront sur ces trois dimensions et confronteront leurs résultats dans l'ensemble du réseau ainsi qu'avec des partenaires publics et privés pertinents afin de tirer les leçons de l'expérience de leurs membres, de confronter leur analyse des politiques, d'identifier et de diffuser les bonnes pratiques, d'utiliser au mieux les initiatives et les orientations de l'UE et de discuter de la meilleure manière d'améliorer leur pertinence et leur valeur ajoutée.

À cette fin, l'action combinera le renforcement des compétences, l'analyse des politiques, l'apprentissage par les pairs, la mise en réseau, la rédaction de guides pratiques ou de propositions politiques et de sensibilisation. Ses principaux résultats seront la capacité accrue de soutenir et de contribuer à la conception et à la mise en œuvre des politiques de l'UE ainsi qu'une amélioration de la qualité et de la performance du soutien aux personnes exposées à l'exclusion sociale.

Ce projet n'a pas été retenu, mais le CEC est convaincu que les thématiques reprises dans ce projet sont des enjeux prioritaires pour l'UE. Le groupe de réflexion du CEC travaillera en 2018 sur ces thématiques afin de dégager des propositions de recommandations politiques et des idées de projets européens à faire parvenir aux institutions européennes.

B. SÉMINAIRES

B.1 "Séminaire intermédiaire du projet « Special Sport for Special People – 3SP » à Bruxelles le 17 mai 2017.

Le projet 3SP regroupe plusieurs partenaires transnationaux : Altéo Sport (Be), Italian Sport Committee – CSI, Casà di Carità, ENAC (It), Generalitat de Catalunya (Sp), Municipalité de Pula (Hr), CJD (De) Colleg of Cambria (UK) et CEC (Be). Ces pays collaborent ensemble afin de promouvoir l'activité physique pour le développement d'un mode de vie plus sain, de renforcer et/ou développer le rôle du sport dans la formation et l'éducation des jeunes notamment issus de milieux précarisés ou ayant un handicap.

Lors de ce séminaire les premiers résultats et kits pédagogiques ont été présentés ainsi que l'organisation d'une table-ronde « Promotion du sport comme vecteur d'inclusion auprès des adolescents et personnes vulnérables ».

Pour plus d'information : <http://www.cec.asbl.org/en/component/content/article/25-home/news/351-3sp-event-in-brussels>

B2. Séminaire Européen « Existe-t-il un futur pour le travail peu qualifié en Europe » au Comité Économique et Social Européen, le 9 juin 2017.

Actuellement, nous sommes dans une Europe qui doute de son avenir, et nous ne pouvons que constater une augmentation de l'exclusion sociale et de la pauvreté, un accroissement des inégalités sociales, face à l'incapacité des institutions européennes et des Etats membres à apporter des réponses concrètes en matière de relance économique créatrice d'emplois et source de cohésion sociale à travers des systèmes de sécurité sociale efficaces et redistributeurs de bien-être.

La demande de travail est clairement orientée vers le travail qualifié pour des raisons tenant à la globalisation de l'économie, à sa tertiarisation et au progrès économique.

La question est donc devenue comment améliorer la position des peu qualifiés ? Au-delà de l'importance du niveau d'éducation de la famille il est surtout important d'investir dans des programmes augmentant les aptitudes de base des adultes.

C'est effectivement devenu une nécessité de faire acquérir aux travailleurs même peu qualifiés des compétences incontournables essentielles à la croissance économique. Des exemples concrets de dispositifs

destinés à l'acquisition de compétences ont été cités comme notamment les centres de compétences wallons où l'on s'occupe d'accroître les qualifications, la Cité des Métiers dans une synergie avec le Forem, les Centres de Formation en alternance basés sur une alternance entre formation, éducation et resocialisation. Le point central de cette discussion a été d'insister sur le fait que formation et éducation ne peuvent pas être dissociées de l'économie et des besoins des entreprises et doivent s'inscrire dans une optique de croissance économique. La leçon à retenir sera de trouver des solutions qui seront d'autant plus efficaces qu'elles seront locales et de poser des jalons en vue de réfléchir aux options pour faire face à un changement dont on maîtrise mal l'ampleur.

Malheureusement, l'une des difficultés rencontrées est le facteur « temps » au sens de durabilité /la pérennité des projets dans le temps sachant que derrière le temps, il y a d'abord la question du schéma et du rythme des financements à accorder aux acteurs publics et privés de l'insertion mais aussi une autre dimension : celle du temps suffisant exigé pour mener des actions adaptées à l'acquisition et à l'accroissement des compétences de personnes souffrant d'un déficit en capacités cognitives et celle du temps long de l'insertion stabilisée dans le travail qui reste fondamentalement une valeur de reconnaissance sociale.

Liens pour plus d'informations : <http://www.cecasbl.org/fr/seminaires/370-seminaire-9-juin-rapport>

B3. Séminaire européen « Droits Sociaux, Intégration et Inclusion dans le marché du Travail », les 19 et 20 juin 2017 au Comité Economique et Social Européen à Bruxelles.

Le 19/06/17 un panel d'experts composé de Jean-Paul Tricart de la DG Emploi, Claire Courteille de l'OIT Paul Windey du Conseil National du Travail ont présentés le contenu et l'état des lieux du Socle européen des droits sociaux. L'OIT se réjouit que cette initiative ait été lancée par la Commission après 10 ans d'absence en matière sociale mais tout comme le CNE souligne que les 20 principes du socle sont faibles et que la mise en œuvre par les Etats membres risque également d'être très limitée.

Le séminaire a débuté par le rappel du contexte de création du socle européen de droits sociaux, et le statut actuel de cette initiative, avec notamment les résultats de la consultation publique lancée par la Commission européenne à ce sujet, mais aussi le rapport du Parlement européen.

La nécessité de rendre les outils existants plus effectifs a été rappelée par plusieurs intervenants (TUE, TFUE, Charte des droits fondamentaux de l'UE, Charte sociale européenne, recommandations de l'OIT...).

Une mise en perspective du socle, sur base d'une part, de la Charte sociale européenne révisée, et d'autre part, des initiatives de l'OIT et de la déclaration sur la justice sociale, a été donnée.

Le débat sur l'avenir des droits sociaux en Europe, du point de vue des partenaires sociaux européens, a permis de confronter plusieurs points de vue. Certains intervenants ont plaidé pour un renforcement du socle qui doit être assorti d'un programme d'action et reconnaître l'importance de la négociation collective sectorielle. D'autres sont d'avis qu'il faut se baser sur les textes existants et ne pas amener de nouvel instrument. Pour ces derniers, le socle doit être un cadre adapté par des mesures concrètes propres à la réalité de chaque Etat membre et il revient à chaque Etat de fixer le niveau de négociation collective qu'il souhaite privilégier.

De manière générale, des doutes quant à la capacité de rendre les droits énoncés dans le socle effectif, et quant à son impact juridique, ont été exprimés. Il est cependant indéniable que le socle a créé des attentes qui devront être concrétisées. Dans ce processus, il faudra tenir compte de forces d'opposition importantes, notamment de la part de certains nouveaux Etats membres européens.

L'accès à l'emploi et l'égalité des chances ont fait l'objet de discussions, et en particulier les aspects d'éducation, de formation et d'apprentissage tout au long de la vie. Le droit à un salaire décent comme élément à remettre au cœur de la dimension sociale européenne a été défendu, alors que d'autres se sont opposés à la fixation d'un niveau de salaire minimum européen.

Le séminaire a également permis de resituer les différentes étapes qui ont mené à la construction du socle européen de droits sociaux, depuis les débuts de l'Union européenne. Il a aussi mis en lumière deux projets concrets de formation et d'insertion professionnelles.

Il a été conclu sur le fait que le socle est une opportunité pour réaffirmer les liens entre la dimension économique et la dimension sociale. C'est une étape et non un aboutissement. L'Europe sociale ne doit pas être synonyme d'un seul système, mais il faut éviter les formes de concurrence sociale. Des étapes doivent encore être franchies, que ce soit en termes de mobilité des travailleurs, de convergence (avec un salaire minimum dans chaque Etat, et un niveau de référence), et de solidarité (avec un budget de la zone Euro couplé à un mécanisme de stabilisation macro-économique et de protection sociale).

B4. DO YOUR MOB 2017 –29 et 30 Novembre 2017 à Vérone.

Dans le cadre du 30ème anniversaire du programme Erasmus, la Scuola Centrale Formazione a organisé la 6e édition de l'événement Do Your MOB ayant pour thème la mobilité transnationale pour l'apprentissage. Cette conférence a permis de présenter les résultats de recherches européennes et quelques exemples concrets de promotion à l'internationalisation du système de la formation professionnelle

Cette année, l'accent a été mis sur la relation entre la mobilité et l'apprentissage par le travail. De cette relation découle les besoins suivants :

- Adopter un système d'accréditation pour les entreprises qui réalisent des mesures reconnaissables pour promouvoir l'apprentissage par le travail ;
- L'adoption d'une méthode de traitement des compétences générales (soft skills) dans le domaine de la mobilité en tenant en compte l'agenda de la Commission européenne (2016) et la recherche sur compétences internationales cachées de CIMO (2014) ;
- Introduire la mobilité transnationale dans le système dual italien pour la formation professionnelle l'encouragement de la politique régionale ;
- Promouvoir un réseau informel d'autorités régionales pour la reconnaissance des expériences de travail transnationale dans les filières formelles d'EFPP ;
- Promouvoir la mobilité transnationale des jeunes ayant des besoins spéciaux afin d'accroître l'inclusion sociale et l'autonomie des personnes handicapées.

C. THINK TANK CEC-CET

Les membres du Think Tank ont essentiellement travaillé à l'organisation des deux séminaires : Existe-t-il un futur pour le travail peu qualifié en Europe ? et « Droits sociaux, intégration et inclusion dans le marché du travail » et au suivi des travaux relatifs au socle européen des droits sociaux.

Pour rappel, l'objectif du socle est de définir un certain nombre de principes essentiels soutenant le bon fonctionnement d'un marché du travail équitable ainsi que des systèmes de production sociale.

Le CEC a souligné dans sa réponse à la consultation publique sur le socle les éléments suivants :

- Pour élargir l'accès au marché du travail, l'éducation doit s'orienter sur les besoins de ce marché

innovants en promouvant des partenariats structurels entre les écoles, les organisations de fonction, les entreprises, la société civile et les partenaires sociaux.

- Une importance particulière doit être accordée aux compétences comportementales des personnes et de leurs compétences techniques
- En ce qui concerne la protection sociale, le CEC /CET déclare que les outils de lutte contre la discrimination et l'inégalité doivent être assurés.
- La demande d'un engagement clair du socle a exigé le respect des normes en matière et en droits économiques et sociaux ainsi que des normes internationales en matière de droits de l'homme, tels que la charte sociale européenne et le pacte internationale relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Plus d'information, voir le site CEC : <http://www.cecاسبل.org/en/think-tank/336-consultation-on-the-european-pillar-of-social-rights>

D. COLLABORATION CEC / CSR EUROPE

Le CEC est l'une des 50 structures parmi des entreprises, des organisations de la société civile, la Commission européenne, le Parlement et le Conseil européen à soutenir le Pacte européen pour les jeunes lancé par CSR Europe en novembre 2015.

Ce pacte regroupe des représentants d'entreprise, des secteurs de l'éducation et de la formation et des organismes représentant les jeunes et a pour objectifs :

- . D'accroître l'emploi et l'inclusion des jeunes avec comme but d'atteindre d'ici février 2017 au moins 100.000 apprentissages, stages ou création d'emplois,
- . De réduire la pénurie de compétences en créant 10.000 partenariats Entreprises/Enseignement,
- . De contribuer aux politiques nationales et européennes à travers les plans d'actions nationaux.

Le CEC propose, dans ce cadre, que 5% des 100.000 apprentissages, stages et créations d'emplois soient destinés à des publics vulnérables. Le CEC travaillera en 2016 à la création de partenariats entre les entreprises membres de CSR Europe et les membres du CEC pour tenter de répondre à cet objectif.

E. ALLIANCE EUROPÉENNE POUR L'APPRENTISSAGE

La participation aux réunions de l'Alliance européenne pour l'apprentissage organisée par la DG Emploi, nous permettant de faire partie d'un réseau d'experts européens travaillant sur l'apprentissage. C'est un réel avantage pour renforcer notre engagement dans ce domaine et dans l'emploi des jeunes.

F. INTERGROUPE ÉCONOMIE SOCIALE DU PARLEMENT EUROPÉEN.

La participation aux réunions de l'Intergroupe d'économie sociale du Parlement européen, nous permet de rencontrer les députés européens (plus de 80) représentants de la CE, du CESE et du COR qui soutiennent ce groupe ainsi que les acteurs régionaux, nationaux et européens et les représentants de l'économie sociale basés sur nos analyses et initiatives, ainsi que sur la pratique et l'expérience de nos membres, en promouvant le développement et le financement de ce secteur en Europe.

G. PLATEFORME TRANSNATIONALE FSE

Le CEC participe depuis fin 2017 à la Plateforme Transnational FSE organisée par la DG Emploi à la laquelle participe la plupart des agences nationales FSE ainsi que des représentants des ministères de l'emploi des Etats membres.

Le CEC est invité par la Commission européenne à partager son expérience en matière de Chômage de longue durée et présentation de bonnes pratiques réalisées par nos membres dans ce domaine.

Notre participation permet au CEC d'avoir une meilleure visibilité et une force de proposition auprès de la C.E. sur ce thème.

VII. Perspective du CEC en 2018

A. PROJETS

A.1 L'Europe pour les citoyens (programme) – « VOTE4EUROPE ? »

Le CEC déposera une candidature dans le cadre du programme « L'Europe pour les citoyens » en vue de favoriser la citoyenneté européenne et améliorer les conditions de la participation civique et démocratique de jeunes faiblement qualifiés au niveau de l'Union et en particulier inciter les jeunes à participer aux élections du Parlement Européen en mai 2019.

Partenariat : CEC (Belgique), ACFI FIAS (Belgique), Trinirove (Espagne), Civitas (Roumanie), CIJ (Corse, France), Barka (Pologne).

A.2 Erasmus + sport programme

Le CEC participera à un projet visant à favoriser l'intégration de personnes ayant des besoins spécifiques et vivant des situations précaires dans la vie active. Le projet sera déposé par les partenaires allemand C.J.D. Le rôle du CEC sera de travailler sur la dissémination des résultats et la gestion qualitative du projet.

A.3 Erasmus + Partenariat Stratégique « Non-formal and informal learning European Validation Network »

Ce projet sera porté par la Fondazione Casa di Carità Arti e Mestieri et aura pour objet de développer la transparence et reconnaissance des compétences non-formelles et informelles en vue de favoriser l'apprentissage, l'emploi et la mobilité professionnelle des migrants.

Le CEC participera à l'évaluation et la dissémination des résultats du projet.

B. GROUPE DE REFLEXION CEC

Le groupe de réflexion du CEC proposera des lignes politiques écrites sur base des expériences de terrain des membres en vue de faire des propositions aux institutions européennes pour l'amélioration des politiques publiques en faveur de la formation et l'intégration socioprofessionnelle des personnes exclues ou éloignées du marché du travail.

VIII Expansion du CEC en 2018

L'année 2017 a vu l'arrivée d'une part de 5 nouveaux partenaires : CJD (Allemagne), CIVITAS (Roumanie), Diopter (Croatie), Ensinus et Santa Casa Misericordia di Lisboa (Portugal) et d'autre le part le départ des partenaires DGASPC (Roumanie) et de Strood Community project LTD, une des conséquences du BREXIT.

Le CEC fait également appel à ses membres pour lui proposer des partenaires dans les pays suivants : **IE, DK, Fi, NL, AT, CZ, EE, LV, MT** et **LT**.

